



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## **Déclaration FSU au CAEN de l'académie de Lille du 19 novembre 2024.**

Les rentrées se suivent et se ressemblent en pire. Les ministères se suivent et se ressemblent. En pire. L'Education Nationale, comme d'autres services publics, déjà en souffrance, est sommée de fournir une partie importante des 60 milliards d'économies budgétaires voulues par un gouvernement dont la survie tient au bon vouloir de l'extrême-droite. Et pourtant, le bilan de cette rentrée est encore plus sombre qu'il y a un an car les choix politiques et budgétaires se paient cash pour les personnels et les élèves. Il manque toujours de trop nombreux professeurs à la mi-novembre dans les classes de l'académie, il manque encore des CPE, des Aed, des Aesh... 40 établissements n'ont pas d'infirmière, il manque des assistants sociaux...et des psyEN...

Les inégalités de genre se creusent : les filles, recul sans précédent, délaissent les études scientifiques, conséquence du bac Blanc.

Les inégalités se creusent, amplifiées par les "groupes de besoin" du choc des savoirs. Des classes de 6è et 5è se retrouvent sans PP car les professeurs de maths ou de français ne peuvent plus assurer honnêtement cette mission dès lors qu'ils n'ont plus la classe. Pour les mêmes raisons, le suivi des EBEP relève le plus souvent du vœu pieux.

Les conditions d'enseignement et de travail se dégradent ; les effectifs dans le 1er degré et en collège sont parmi les plus élevés d'Europe et les salaires parmi les plus bas, tout le monde en convient désormais. L'offre de formation se réduit constamment et ce n'est pas l'affichage de quelques options non financées qui y changent quoi que ce soit...

A cela s'ajoutent des dotations globalisées indigentes -qui permettent au mieux de renouveler un seul manuel par an en collège -et des coupes claires des collectivités qui empêcheront des centaines de projets pédagogiques.

Le séparatisme avec le privé se creuse, sur certains secteurs les comparaisons d'IPS sont éclairantes. La pauvreté augmente de façon alarmante: des dizaines d'enfants de l'académie sont des élèves SDF, faute de logements d'urgence en nombre suffisant, nos collègues nous interpellent et cela est confirmé par des services sociaux sans solution et eux-mêmes au bord de la rupture. Comment apprendre dans ces conditions? Comment vivre tout simplement ?

La santé mentale des jeunes est à un point d'alerte : comment réussir dans ces conditions? La souffrance au travail et les tensions se multiplient dans les écoles et les établissements, notamment avec la hiérarchie, parce que l'Ecole est en train de craquer. Mais personne ne veut l'entendre et surtout pas la Ministre qui ne défend pas les personnels lorsqu'un ancien président les diffame, qui appuie sur l'accélérateur de réformes rejetées par tous car néfastes, qui annonce des contre-vérités, en vrac sur les salaires, les absences des personnels ou Parcoursup...

es personnels et les élèves de ce pays méritent mieux: ils ont besoin de temps, de moyens, de respect. Ils ont besoin qu'on fasse confiance à leur professionnalité et à leur engagement au service de la démocratisation, de la cohésion sociale en bref au service de l'idéal républicain.

Partie Région: budget des lycées

La dotation globale de fonctionnement des lycées publics est un exemple pertinent de l'importance de l'action publique pour assurer l'égalité des chances dans notre région. Pour les lycées publics, la dotation

complémentaire de 5 millions de cette été a été insuffisante. Même si la région a accompagné ces 3 dernières années, la crise énergétique, l'épuisement des fonds de roulement, le mode de calcul actuel et les choix opérés sont générateurs d'inégalités de traitement et d'insuffisance financières. En 2025, la région prévoit une baisse de 12,14 % de la dotation initiale initiale et une baisse estimée de 15,85 % du coût de l'énergie. Sur les 172 lycées publics du Nord Pas-de-Calais, 58 auront une baisse supérieure à 20 %. La FSU est extrêmement inquiète, les crédits insuffisants dans de nombreux lycée dans l'Éducation nationale et l'enseignement agricole vont obliger les établissements à se recentrer sur la viabilisation, oubliant les élèves et leurs conditions de travail.

En dépit de ses difficultés financières, le région continue à donner 10 millions de subventions facultatives aux lycées privés. Pendant ce temps, de nombreux établissements publics auraient besoin de travaux de rénovation pour les adapter par exemple au changement climatique ou pour des équipements sportifs de qualité décisifs quant aux conditions de travail de nos collègues, de pratique de nos élèves et des enjeux environnementaux. Associer qualité d'usage et qualité environnementale des équipements sportifs est un pari gagnant-gagnant. Le coût de l'inaction en terme de rénovation et de construction performante est supérieur au coût de l'inaction. Le surcoût de 5 à 10% d'une infrastructure de Haute Qualité environnementale est amorti au bout de 6 années. Les équipements du 21ème siècle, neufs ou rénovés doivent permettre d'améliorer les conditions de travail de nos élèves qui se dégradent de jour en jour en améliorant les types de confort et en permettant aux usagers de travailler en toute sécurité. Les objectifs fixés par l'état : empreinte sol / émission de CO2 / empreinte Carbone nous y obligent, collectivement. La cellule du bâti scolaire académique doit aussi pleinement jouer son rôle. La FSU sera force de proposition et se tient disponible pour participer aux groupes de travail qui pourront nous permettre de dégager des pistes d'amélioration concrètes. Elle pèsera à tous les niveaux pour que nos "salles de cours sportives" ne soient pas sacrifiées ou rendues inaccessibles faute de budget! Ce serait une attaque contre la discipline EPS et le sport scolaire inacceptable. La FSU rappelle également qu'elle est toujours en demande de rencontre avec le président de région pour aborder plus largement le financement des lycées et leur rénovation indispensable